



généralions
FUTURES

Sondage exclusif IFOP pour Agir pour l'Environnement et Générations Futures 68% des français estiment que l'Etat n'en fait pas assez pour garantir une agriculture et une alimentation de qualité

Paris, le 21 février 2014 – Alors que la FNSEA organise ce jour des états généraux de l'agriculture afin de faire pression sur l'Etat pour affaiblir ce que le syndicat nomme « la lourdeur de la réglementation », un sondage IFOP effectué pour le compte d'Agir pour l'Environnement et Générations Futures relève que pour 68% des français, l'Etat n'en fait pas assez en matière de réglementation écologique pour garantir une agriculture et une alimentation de qualité.

A la question : « Diriez-vous qu'en matière de réglementation écologique régissant notamment l'utilisation de pesticides ou la gestion des élevages industriels, l'Etat en fait trop, suffisamment ou pas assez pour garantir une agriculture et une alimentation de qualité ? », seuls 5% des sondés répondent « trop », 20% « suffisamment » et 68% « pas assez ».

Ce sondage démontre de façon éclatante que les demandes de dérèglementation du syndicat majoritaire ne rencontrent pas l'adhésion des Français. Ces derniers attendent au contraire une réglementation protectrice notamment en matière de pesticides et de gestion des élevages industriels.

Alors que le Salon de l'Agriculture ouvre ses portes ce samedi 22 février, le gouvernement doit répondre aux attentes des Français. Parce que le secteur agricole français a bénéficié de plus de 9,78 milliards d'euros d'aides en 2013, il est nécessaire que l'Etat conditionne ces versements au respect de l'environnement et du bien-être animal, ainsi qu'à la protection de la santé de ses concitoyens.

La longue liste des crises sanitaires a déjà érodé la confiance des consommateurs. De la crise de la vache folle et celle des lasagnes à la viande de cheval, des résidus de pesticides aux algues vertes, du projet de ferme-usine des 1000 vaches aux agrandissements de porcheries industrielles, le modèle agricole promu dans les années 60 est aujourd'hui clairement dépassé.

Au lieu de défendre une position minoritaire qui crée une crispation préjudiciable entre les paysans et le reste de la société, la FNSEA ferait mieux d'écouter les citoyens et d'aider à l'évolution de l'agriculture française vers une nouvelle modernité : agriculture biologique, fermes à taille humaine riches en emploi, élevages à l'herbe, agroforesterie... En cherchant à tout prix le clivage et la défense d'une agriculture industrielle, le syndicat agricole dit « majoritaire » trahit même en réalité la majorité des paysans, qui sont prêts à prendre en compte l'environnement et les attentes sociales.

Au lieu d'assouplir les règles environnementales et sanitaires et ainsi faciliter l'agrandissement de certaines porcheries industrielles ou le recours à des dérogations pour prolonger l'usage de certains pesticides, l'Etat se doit au contraire de les renforcer en accompagnant et soutenant une agriculture respectueuse des paysans, des écosystèmes, de la santé, de la qualité des produits et du bien-être animal pour faire de la France un modèle en la matière.

Cette étude a été effectuée selon la méthode des quotas auprès de 1011 personnes représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus du 12 au 14 février 2014.

Contact presse :

Jacques Caplat – Agir pour l'Environnement – Tél. 09 75 29 39 82 – 06 77 54 27 88

Nadine Lauerjat – Générations Futures – Tél. 06 87 56 27 54

